

Grèce : leçons de solidarité avec les migrants

[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) | Traduit par Mandi Gueguen | mardi 15 mars 2016

Plus de 40 000 réfugiés en Grèce et des milliers de citoyens se mobilisent pour leur venir en aide, avec des moyens drastiquement réduits. La société grecque est-elle la seule à encore défendre les valeurs européennes fondamentales ? « Bruxelles fait semblant de rien, comme si elle ne se rendait pas compte de ce qui se passait », déplore Despina Syrri, de l'ONG Symbiosis. Entretien.

Par Andrea Oskar Rossini



© Julia Druelle / CdB

La fermeture de la route des Balkans est en train de provoquer une très grave crise humanitaire en Grèce. Despina Syrri, l'une des fondatrices de [Symbiosis](#), une ONG basée à Thessalonique, encourage l'intégration politique, sociale, économique des migrants, des réfugiés et des communautés les plus vulnérables.

Osservatorio Balcani Caucaso (OBC) : Quelle est la situation en Grèce et en particulier dans la zone de Thessalonique ?

Despina Syrri (D.S.) : Depuis la fermeture des frontières, le nombre de personnes bloquées en Grèce augmente de jour en jour. On compte actuellement 40 000 personnes environ arrivées au cours des dernières semaines, auxquelles il faut rajouter près de 3 000 autres débarquées dans les îles. Une crise humanitaire aigüe est en train de voir le jour, alors que la pluie et le froid sévissent. Le camp d'Idomeni, qui accueille plus de 14 000 personnes est devenu un véritable marécage.

La situation est aussi difficile au Pirée, où les réfugiés descendent des bateaux pour s'abriter dans des

tentes en attendant de pouvoir poursuivre leur chemin vers le nord. Mais tous n'ont pas la chance de pouvoir trouver un abri. Je me demande si les dirigeants européens savent que, dans des pays comme la Syrie ou l'Irak, où le système sanitaire est s'est effondré depuis des années, il y a des enfants qui n'ont bénéficié d'aucune couverture vaccinale pour des maladies éradiquées en Occident comme la poliomyélite. Dans ces conditions, de graves risques sanitaires peuvent se présenter pour les pays européens.

OBC : Comment réagit la société grecque à la crise des migrants ?

D.S. : L'État grec manque de ressources pour la création d'infrastructures. Dans les conditions économiques actuelles, où le chômage atteint des pics, la capacité de l'État à répondre à cette urgence est très limitée. Des milliers de réfugiés demandent des structures d'accueil et de la réactivité. Or, tout cela vient au compte-goutte. La réponse de la société grecque, en revanche, est extraordinairement positive. Des bénévoles de tous âges se mobilisent partout dans le pays, pas seulement dans les grands centres urbains. On apporte de la nourriture, on organise des activités pour des enfants...

OBC : De combien de personnes parlons-nous ?

D.S. : Des milliers.

OBC : Quelles sont les principales organisations et comment fonctionnent-elles ?

D.S. : Je ne parle pas seulement d'organisations. Il s'agit souvent de simples citoyens, de familles qui se portent volontaires pour aider en apportant ce qu'elles ont. Il existe des comités de coordination partout dans les villes. Ici à Thessalonique, par exemple, il y a au moins 60 organisations qui cherchent à se partager le travail et à apporter leur aide dans le nouveau camp créé à quelques kilomètres de la ville, à Diavata. Ce camp a été établi fin février. Le jour de son ouverture, les responsables ont dit aux soldats qui se préparaient à accueillir les premiers réfugiés de ne pas oublier que leurs ancêtres avaient dû affronter les mêmes souffrances et que tout cela aurait pu être aussi leur lot. Donc, de penser à sourire et à donner le meilleur d'eux-mêmes.

OBC : Comment ont réagi la plupart des médias ?

D.S. : Les médias parlent surtout d'histoires personnelles, humaines, et n'ont pas tenu de propos xénophobes.

OBC : Et le parti d'extrême droite Aube Dorée ?

D.S. : Pour le moment, ils ne sont pas visibles dans l'espace public.

OBC : La question des migrants rend-elle plus ardue la tâche du gouvernement et du Premier ministre, Alexis Tsipras, dans cette conjoncture économique difficile ?

D.S. : Les Grecs ne s'interrogent pas trop sur l'influence de la crise sur le gouvernement. On se demande plutôt comment est-il possible que les autres pays européens se montrent aussi hostiles et xénophobes en fermant leurs frontières. Il est évident que la confiance en l'Europe s'érode. Peut-être même, est-il plus juste de dire qu'une bonne partie de l'opinion publique croit plutôt que nous sommes les seuls à défendre les vraies valeurs de l'Europe. Les médias se font de plus en plus l'écho de cette vision, du fait que des États-membres de l'UE violent les valeurs européennes, ne respectent pas les droits humains.

OBC : Qu'arrivera-t-il aux personnes qui resteront en Grèce ?

D.S. : Les réfugiés commencent à se rendre compte que la route des Balkans leur est fermée. Or, il en va des migrations comme de l'eau : difficile de lui barrer la route. Elle trouvera d'autres chemins, plus dangereux et difficiles. Beaucoup, cependant, vont rester. Les éventuels rapatriements se feront dans le cadre des accords pris par l'UE, car la Grèce ne peut décider seule. Beaucoup vont demander asile en Grèce, du moins temporairement, jusqu'à ce que leur pays d'origine soit sûr. Mais personne ne peut

prévoir quand la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan le deviendront.

L'éducation et l'emploi vont être un défi. Les migrants et demandeurs d'asile en Grèce ont le droit de scolariser leurs enfants, les demandeurs d'asile peuvent aussi travailler. À Diavata, par exemple, 700 enfants devront aller à l'école. Bien sûr, la situation est incertaine, les familles espèrent partir, mais pour le moment, ce n'est pas possible. Nous sommes encore dans une première phase d'accueil où il faut leur procurer de la nourriture et un logement, ainsi qu'une aide sanitaire de premier secours. Il faudra ensuite songer à la deuxième phase.

OBC : La crise des réfugiés a-t-elle changé les rapports greco-turcs ?

D.S. : Je ne le crois pas. Il y a une sorte de valse dans les relations entre la Grèce et la Turquie, entre nos deux sociétés, qui s'appuie sur certains mythes communément admis...

OBC : De la part des deux sociétés ?

D.S. : Je parle de la société grecque, mais la main droite a toujours besoin de la gauche pour fonctionner. Des stéréotypes et des mythes positifs ou négatifs continuent malgré la crise. Certains peuvent évoquer l'hospitalité montrée par les Turcs qui ont accueilli des millions de réfugiés, du rôle de la mafia turque soutenue, selon certains, par les institutions, dans le transport des réfugiés vers les îles grecques. La crise n'a pas modifié les on-dit, mais les a renforcés.

OBC : Que pensez-vous de l'attitude européenne dans la gestion de cette crise ?

D.S. : Je suis particulièrement frappée par l'absence d'une réponse coordonnée de la part de la société civile européenne sur la question. Les problèmes à venir sont énormes. Les normes internationales sur la protection humanitaire ont été violées par les pays européens eux-mêmes. Je suis surprise que les ONG et les lobbies de la société civile à Bruxelles font semblant de rien. Comme si elles ne se rendaient pas compte de tout ce qui est en train de se passer.